



J. RIVERO, J. SAVATIER

**DROIT
DU TRAVAIL**

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

THÉMIS

COLLECTION DIRIGÉE PAR MAURICE DUVERGER

DROIT

JEAN RIVERO

*Professeur à l'Université de Droit, d'Economie
et de Sciences sociales de Paris*

JEAN SAVATIER

*Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences sociales de Poitiers*

Droit

DR 819 (2)²¹ du travail

7471 $\frac{5}{5}$



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

109, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT pour la sixième édition	5
INTRODUCTION	
CHAPITRE PREMIER. — Définition et caractères généraux	9
Section I. — Définition	9
§ 1. Terminologie	9
§ 2. L'objet du droit du travail	10
Section II. — Caractères généraux	12
§ 1. Place du droit du travail dans l'ensemble du droit	12
A) Droit du travail, droit public et droit privé	12
B) Les diverses branches du droit du travail	14
C) L'expansion du droit du travail	14
D) Le particularisme du droit du travail	15
§ 2. Les traits fondamentaux du droit du travail	15
A) Le droit du travail est un droit imparfait	15
B) Le droit du travail se modèle étroitement sur les réalités ..	19
§ 3. Le droit du travail dans la vie de la cité	23
A) Le droit du travail et les idéologies	23
B) L'importance sociale et politique du droit du travail	23
C) L'importance économique du droit du travail	24
CHAPITRE II. — Le développement historique du droit du travail	26
Section I. — Les héritages du passé	27
§ 1. Le régime du travail dans l'Ancienne France	27
A) L'organisation corporative	27
B) Les compagnonnages	28
§ 2. La Révolution et le régime du travail	29
A) Le triomphe de l'individualisme libéral	29
B) Les apports positifs	30

TABLE DES MATIÈRES

595

Section II. — La période libérale	31
§ 1. Les cadres économiques et politiques	31
§ 2. La détermination des relations de travail	32
§ 3. Les résultats du régime libéral	33
Section III. — L'intervention de l'Etat	34
§ 1. Les facteurs d'intervention	34
§ 2. Les rythmes de l'intervention	35
§ 3. L'objet des interventions	36
Section IV. — L'avènement de la détermination des rapports de travail par voie collective	37
§ 1. Les réformes de 1936-1938	38
§ 2. La guerre 1939-1945 et le régime de Vichy	39
§ 3. De la Libération à la V ^e République	39
§ 4. La V ^e République	40
CHAPITRE III. — Sources et méthodes	44
Section I. — Les sources du droit du travail	44
§ 1. Classification et caractères	44
A) Sources relevant du droit international	44
B) Les procédés classiques du droit interne	45
C) Les règles d'origine professionnelle	49
§ 2. La hiérarchie des sources	50
Section II. — Méthodes et bibliographie générale	51
PREMIÈRE PARTIE	
LES PERSONNES	
CHAPITRE PREMIER. — Les travailleurs salariés	57
Section I. — Le contrat de travail, critère du salariat	57
§ 1. Justification du critère	59
§ 2. La notion de contrat de travail	60
§ 3. Caractères du contrat de travail	61
Section II. — Difficultés de qualification de certains contrats	62
§ 1. Contrat de travail et louage de choses	62
§ 2. Contrat de travail et contrat d'entreprise	64
§ 3. Contrat de travail et mandat	68
§ 4. Contrat de travail et société	72
§ 5. Contrat de travail et contrats relatifs aux fonds de commerce ..	73
Section III. — Distinction des salariés de droit privé et de droit public ..	75

Section IV. — Les diverses catégories de salariés	77
§ 1. Ouvriers, employés et cadres	77
§ 2. La mensualisation	79
§ 3. La qualification professionnelle	81
CHAPITRE II. — Les employeurs	83
Section I. — Détermination de l'employeur	83
§ 1. Employeur, entreprise et chef d'entreprise	84
§ 2. Problèmes posés par les groupes de sociétés	86
§ 3. Entreprises de travail temporaire et dissociation de la fonction d'employeur	88
§ 4. Modifications dans la personne de l'employeur au cours du contrat de travail	89
Section II. — Classification des entreprises	91
§ 1. La taille de l'entreprise	92
§ 2. La forme juridique de l'entreprise	93
§ 3. L'activité économique de l'entreprise	95
CHAPITRE III. — Le syndicat et le mouvement syndical	98
Section I. — Caractères généraux du régime syndical	99
§ 1. Historique	99
A) Conquête du droit syndical	99
B) Evolution du régime syndical	101
§ 2. Les dominantes du régime syndical	102
A) Le syndicat et l'Etat	103
B) Le syndicat et les membres de la profession	105
C) Le syndicat et les employeurs	108
Section II. — Le statut juridique des syndicats	112
§ 1. La formation du syndicat	112
A) L'objet du syndicat	113
B) Le cadre du syndicat	114
C) Les conditions de forme	118
§ 2. L'organisation du syndicat	118
§ 3. L'activité syndicale	121
A) Le droit commun de l'activité syndicale	121
B) L'action des syndicats les plus représentatifs	127
§ 4. Transformations et dissolution du syndicat	131
A) Les modes de dissolution	131
B) Les scissions syndicales	131
§ 5. Le régime juridique des groupements formés entre syndicats	132

Section III. — Le mouvement syndical	134
§ 1. Les dominantes du syndicalisme ouvrier	134
A) La part des doctrines	135
B) Les divisions du mouvement syndical	137
C) Hauts et bas de l'action syndicale	140
§ 2. Structures actuelles du syndicalisme français	141
A) Le syndicalisme des salariés	141
B) Le syndicalisme patronal	143

DEUXIÈME PARTIE

LES INSTITUTIONS

CHAPITRE PREMIER. — L'entreprise	151
Section I. — Définition	152
§ 1. Les éléments de l'entreprise	152
A) Le personnel	152
B) L'organe de direction	153
C) L'objet	155
§ 2. La distinction de l'entreprise et de l'établissement	155
§ 3. La controverse sur la nature de l'entreprise	157
A) Les thèses en présence	157
B) Discussion	158
§ 4. L'évolution du droit de l'entreprise	160
Section II. — Les pouvoirs du chef d'entreprise	164
§ 1. Le pouvoir de direction	164
A) Son contenu	164
B) Ses limites	164
§ 2. Le règlement intérieur	167
A) Elaboration du règlement intérieur	168
B) Contenu du règlement intérieur	169
§ 3. Le pouvoir disciplinaire du chef d'entreprise	170
A) La faute et la sanction	171
B) La procédure disciplinaire	174
C) Le contrôle juridictionnel	175
§ 4. Caractères généraux des prérogatives du chef d'entreprise	177
A) Le titulaire des prérogatives	177
B) Nature et fondement des pouvoirs du chef d'entreprise	177

Section III. — La représentation du personnel dans l'entreprise.....	179
§ 1. Le statut des représentants du personnel	183
A) Désignation	183
B) Exercice du mandat	185
C) Protection contre les licenciements arbitraires	186
§ 2. Les délégués du personnel	192
A) Organisation	192
B) Attributions	192
C) Fonctionnement	194
§ 3. Les comités d'entreprise	195
A) Organisation des comités	196
B) Attributions	198
C) Fonctionnement	205
D) Moyens d'action	207
§ 4. La section syndicale d'entreprise	211
Section IV. — L'association des travailleurs aux résultats de la gestion	214
§ 1. La participation facultative	216
§ 2. La participation obligatoire	217
§ 3. L'actionnariat des salariés des entreprises publiques	221
CHAPITRE II. — Les institutions étatiques du travail	222
Section I. — Les juridictions du travail : le Conseil des Prud'hommes	224
§ 1. Les raisons d'être de la juridiction prud'homale	226
§ 2. Organisation et fonctionnement	227
§ 3. Compétence	229
Section II. — L'administration du travail	231
§ 1. Les organes centraux	232
§ 2. Les services extérieurs : l'Inspection du travail et de la main-d'œuvre.....	233
A) Structure générale	234
B) Attributions	235
C) Moyens d'action	237
CHAPITRE III. — Les institutions internationales du travail	240
§ 1. Raisons d'être et développement	240
A) Raisons d'être	240
B) Développement	241
§ 2. Structure	243
§ 3. L'action de l'O.I.T.	246
§ 4. Les institutions européennes intéressant le droit du travail...	249

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION COLLECTIVE

CHAPITRE PREMIER. — Théorie générale de l'action collective	256
Section I. — De la relation individuelle à l'action collective	256
Section II. — Les caractères de l'action collective	258
§ 1. Caractère collectif	258
§ 2. Le rôle de la force dans les techniques de droit du travail..	261
§ 3. Création du droit et sanction du droit dans l'action collective	263
Section III. — La mise en œuvre de l'action collective	264
§ 1. L'imbrication des procédés de l'action collective	264
§ 2. Action collective et réglementation étatique	266
CHAPITRE II. — La grève.....	269
Section I. — Historique	270
A) La grève interdite : le délit de coalition	270
B) La grève licite	271
C) La consécration constitutionnelle du droit de grève	273
Section II. — La notion de grève	275
§ 1. Les données de fait	275
A) La grève « classique ».....	275
B) Evolution de la grève	276
C) Signification de la grève.....	279
§ 2. La notion juridique de grève	280
§ 3. Nature juridique du droit de grève.....	282
Section III. — Les conditions d'exercice du droit de grève	283
§ 1. Les conditions de licéité de la grève	283
A) Conditions relatives aux participants	284
B) Conditions relatives au but de la grève	286
C) Conditions de forme	287
D) La technique de la grève.....	289
§ 2. Les comportements des travailleurs pendant la grève	290
§ 3. Les sanctions des illégalités	294
A) Les responsabilités collectives	295
B) Les sanctions individuelles	295

Section IV. — Les effets de la grève	296
§ 1. Les effets de l'exercice du droit de grève	296
A) La condition juridique des travailleurs pendant la grève..	296
B) Effets de la grève à l'égard des tiers	300
§ 2. Les effets de la fin de la grève	301
Section V. — Le lock-out.....	305
CHAPITRE III. — La solution pacifique des conflits collectifs du travail...	309
Section I. — Les éléments du problème	309
§ 1. Les conflits collectifs du travail	310
A) Définition	310
B) Les divers types de conflits collectifs	312
C) Evolution de ces distinctions	312
§ 2. Les divers procédés de solution pacifique	314
A) La conciliation	314
B) La médiation.....	314
C) L'arbitrage	315
D) Valeur de ces divers procédés.....	315
§ 3. L'évolution en France	317
A) Jusqu'à 1936	317
B) L'expérience de 1936-1939	317
C) Le déclin des modes de solution pacifique	318
Section II. — Le régime actuel de solution pacifique des conflits.....	319
§ 1. Champ d'application de la loi.....	320
§ 2. La procédure de conciliation	320
§ 3. La médiation	322
A) Champ d'application	322
B) Procédure	323
C) La recommandation du médiateur	323
§ 4. La procédure d'arbitrage	324
§ 5. Nouvelles tendances en matière de solution pacifique des conflits collectifs du travail	325
CHAPITRE IV. — La convention collective de travail	329
Section I. — Caractères généraux.....	330
§ 1. Définition	330
A) Convention collective et contrat individuel	330
B) Convention collective et réglementation du travail par l'autorité publique	332

§ 2. Signification de la convention collective	333
A) Convention collective et évolution du droit de travail...	333
B) Convention collective et relations entre patrons et salariés	333
C) La convention collective et l'Etat	335
Section II. — Evolution	336
§ 1. La loi du 25 mars 1919.....	338
A) Le régime légal.....	338
B) L'application pratique	339
§ 2. La convention collective dans le cadre de la loi du 24 juin 1936	340
A) Le régime légal.....	340
B) L'application	341
§ 3. Crise et restauration : 1939-1950	341
§ 4. L'évolution de la convention collective depuis 1950.....	343
Section III. — Le droit commun de la convention collective.....	347
§ 1. Champ d'application	348
§ 2. Conclusion de la convention	348
§ 3. Contenu de la convention	350
§ 4. Effets de la convention	352
§ 5. Sanctions	355
§ 6. La commission supérieure des conventions collectives	356
Section IV. — L'extension des conventions	357
§ 1. Les conventions susceptibles d'extension	357
§ 2. L'extension.....	361
Section V. — Nature juridique de la convention collective	363

QUATRIÈME PARTIE

LE RÉGIME DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER. — La formation professionnelle	369
Section I. — La politique de développement de la formation professionnelle	369
§ 1. Importance sociale et économique de la formation professionnelle	369
§ 2. Evolution historique	371
§ 3. Les grandes orientations du droit positif	373

Section II. — La formation initiale	374
§ 1. L'organisation de l'apprentissage	374
A) Les centres de formation d'apprentis	375
B) Le financement	375
C) Le contrôle	376
§ 2. Le contrat d'apprentissage	376
A) Formation et résolution	376
B) Condition de l'apprenti	377
Section III. — La formation professionnelle continue	378
§ 1. Le droit à la formation	378
§ 2. Obligations financières des employeurs	380
§ 3. Le rôle de l'Etat	381
CHAPITRE II. — L'accès à l'emploi	383
Section I. — Problèmes généraux de l'emploi	383
§ 1. La liberté du travail	383
§ 2. Le droit au travail	385
§ 3. La politique de l'emploi	388
Section II. — Mesures propres à certaines catégories de travailleurs	393
§ 1. L'emploi des jeunes	393
A) Age d'accès au travail	393
B) Incitations à l'emploi des jeunes	394
§ 2. L'emploi des étrangers	396
A) La politique d'immigration	396
B) Conditions d'admission au travail	399
C) Situation juridique et sociale des travailleurs étrangers	399
§ 3. L'emploi des handicapés	401
Section III. — L'organisation du marché du travail	402
§ 1. L'Agence nationale pour l'emploi	402
§ 2. Le contrôle administratif de l'embauchage	404
Section IV. — La formation du contrat de travail	405
§ 1. Le contenu de l'accord contractuel	405
§ 2. Les parties au contrat	407
§ 3. Les formes de contrat	408
A) Droit commun	408
B) Régimes spéciaux	409
§ 4. Période d'essai	410

§ 5. La sanction des règles de formation du contrat	412
A) Nullité du contrat	412
B) Nullité d'une clause du contrat	413
CHAPITRE III. — Le déroulement de la vie professionnelle	415
Section I. — La prestation de travail	415
§ 1. Nature et sanction de l'obligation du travailleur	415
§ 2. L'obligation de l'employeur de fournir du travail	417
Section II. — La suspension du contrat de travail	418
§ 1. Causes de suspension du contrat de travail	418
§ 2. Effets de la suspension du contrat de travail	420
Section III. — La carrière professionnelle	423
§ 1. Les modifications du contrat de travail	423
§ 2. Les avantages d'ancienneté	425
Section IV. — Vie professionnelle et vie privée	426
CHAPITRE IV. — La durée du travail	428
Section I. — Durée de la semaine de travail	429
§ 1. Les données du problème	429
A) Préoccupations sociales	429
B) Facteurs économiques	430
C) Facteurs techniques	431
§ 2. Evolution historique de la réglementation	432
A) Mesures spéciales aux enfants et aux femmes	432
B) Journée de huit heures	432
C) Semaine de quarante heures	433
D) Généralisation des heures supplémentaires	433
E) L'objectif du retour aux quarante heures	433
§ 3. Le principe de la semaine de quarante heures	434
A) Domaine d'application	434
B) Adaptation par décret à chaque profession	435
§ 4. Les heures supplémentaires	436
A) Conditions de licéité des heures supplémentaires	436
B) Rémunération des heures supplémentaires	436
C) Repos compensateur	438
§ 5. La réduction du temps de travail au-dessous de la durée légale : Le chômage partiel	439
§ 6. L'aménagement des horaires de travail	440

§ 2. Le principe de libre négociation des salaires.....	509
A) L'étendue de la liberté des partenaires sociaux	509
B) Les techniques conventionnelles	511
§ 3. Le salaire minimum de croissance	512
A) Evolution de l'institution	512
B) Fixation du salaire minimum	515
C) Portée de l'obligation des employeurs	517
§ 4. La réduction des écarts de salaires	519
A) Le principe : à travail égal, salaire égal	520
B) La réduction de l'ouverture de l'éventail des salaires	521
Section III. — Le paiement du salaire	522
§ 1. Modalités du paiement	523
A) Lieu et jour du paiement	523
B) Périodicité du paiement	523
C) Monnaie de paiement	524
§ 2. Justifications du paiement du salaire	524
A) Bulletin de paye	524
B) Le livre de paye	525
C) Reçus pour solde de tout compte	526
§ 3. La prescription de la créance de salaire	529
§ 4. Les garanties de paiement du salaire	530
A) Le privilège des salariés	531
B) Insaisissabilité et inaccessibilité des salaires	534
C) Réglementation de la compensation des salaires	537
CHAPITRE VII. — La perte de l'emploi	539
Section I. — Les causes de rupture du contrat de travail	540
§ 1. La résiliation unilatérale des contrats à durée indéterminée	540
A) Evolution historique	540
B) L'initiative de la rupture	542
C) L'obligation de préavis	544
§ 2. Les autres causes de rupture	546
A) L'arrivée du terme	546
B) La force majeure	549
C) La résiliation judiciaire	550
Section II. — Les motifs de licenciement	551
§ 1. Classification des motifs de licenciement	552
A) La distinction des licenciements pour motifs économiques et pour motifs personnels	552
B) Le critère de la distinction	553

§ 2. L'exigence de motifs réels et sérieux	554
A) Champ d'application	554
B) Portée de la règle	555
§ 3. La notion de motifs réels et sérieux	556
Section III. — Les procédures de licenciement	558
§ 1. Les licenciements individuels	559
A) Le régime général	559
B) Les licenciements individuels pour motifs économiques	562
§ 2. Les licenciements collectifs	564
A) Consultation des représentants du personnel	564
B) Rôle de l'Administration	565
Section IV. — L'indemnisation du travailleur licencié	567
§ 1. Les indemnités assimilables à un salaire	567
A) L'indemnité de délai-congé	567
B) L'indemnité compensatrice de congés payés	569
§ 2. Les indemnités à caractère de sanction	569
A) Régime général de la rupture abusive	569
B) Indemnité minimale sanctionnant certains licenciements	570
§ 3. Les indemnités de licenciement	571
§ 4. Les allocations de chômage	574
A) Travailleurs de moins de 60 ans	574
B) Travailleurs de plus de 60 ans	576
C) Combinaison des allocations de chômage et des indemnités à la charge de l'employeur	577
Section V. — Le contentieux des licenciements	578
§ 1. L'objet du contentieux	578
§ 2. Les juridictions compétentes	580
A) La juridiction prud'homale	580
B) Le juge des référés	580
C) Compétences respectives des juridictions administratives et judiciaires	581
§ 3. La charge de la preuve	582
Section VI. — Obligations consécutives à la rupture du contrat de travail	583
§ 1. Certificat de travail	583
§ 2. Obligation de non-concurrence	584
INDEX	586